

## Service Economique de l'Ambassade de France à La Havane



## Editorial

Nouvel arrivé à la tête du service économique de La Havane depuis septembre dernier, c'est un plaisir pour moi de vous présenter la nouvelle formule de notre « **Lettre de veille économique de Cuba** » que vous recevrez tous les deux mois. Plus riche, plus détaillée, celle-ci se veut un lien privilégié avec l'ensemble des entreprises françaises présentes ou s'intéressant au marché cubain afin de mieux en comprendre les spécificités et les opportunités.

L'économie cubaine se trouve aujourd'hui à une période charnière avec deux événements majeurs :

- La décision des autorités locales de la mise en place, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 du processus « d'ordenamiento monetario » dans le cadre de la nouvelle stratégie économique et sociale du gouvernement annoncée fin octobre dernier. Ce concept correspond à une série de réformes majeures incluant l'unification monétaire et cambiale, avec la disparition du peso convertible (CUC), crée en 1994, et la fixation d'un taux fixe entre le peso cubain et l'USD (24 CUP pour 1 USD), une réforme générale des salaires et pensions pour atténuer les phénomènes inflationnistes induits par l'unification, avec une hausse du salaire minimum (377% dans la fonction publique et 749% dans les entreprises étatiques), et des prix, avec le maintien d'un prix centralisé du panier de la ménagère (produits agroalimentaires de base, essence, électricité...) et la fixation d'un prix de gros limite pour d'autres produits définis. Attendu depuis 2008, il s'agit d'un véritable défi économique et social lancé par le Président Diaz Canel.
- L'élection d'un nouveau président et l'installation d'une nouvelle administration démocrate aux Etats-Unis à partir de janvier prochain, qui devrait favoriser une pause dans l'application des sanctions américaines et la reprise d'une politique plus ouverte envers Cuba sur le modèle mis en place sous l'administration Obama.

Notre actualité bilatérale a été marquée par la tenue de notre commission mixte franco cubaine, le 4 décembre dernier. Elle a permis de réaffirmer la volonté conjointe d'approfondir les relations institutionnelles et de fortifier les liens économiques et commerciaux entre les deux pays. Le ministre cubain a mis en avant les succès de nos entreprises avec le groupe Bouygues, l'entreprise mixte Havana Club International, modèle de coopération entre Pernod Ricard et l'acteur public Cuba Ron, l'association entre les groupes Moët Hennessy et Cuba Ron pour la production de rhum premium, la mobilisation de la compagnie aérienne Air France lors de la crise sanitaire en 2020, le contrat d'opération de catering aérien sur l'aéroport de la Havane avec Newrest et celui d'administration de la plateforme logistique du port de Mariel avec CMA-CGM. Le ministre français a précisé que la coopération franco-cubaine avait vocation à être une réponse ambitieuse aux difficultés que traversait Cuba. Il s'est engagé à venir sur l'île au cours de l'année 2021 en compagnie d'une délégation d'entreprises françaises pour développer des partenariats avec des acteurs cubains.

Après une année difficile de contraction économique avec les impacts de la crise sanitaire et le durcissement des sanctions américaines, Cuba devrait bénéficier en 2021 d'une reprise du tourisme (3<sup>ème</sup> source de devise du pays) et d'un assouplissement attendu de la nouvelle administration démocrate (avec le triptyque remesas, tourisme, impacts sur les investissements étrangers).

Très cordialement à vous et bonnes fêtes de fin d'année.

**Marc Legouy, Conseiller Economique**

[marc.legouy@dgtresor.gouv.fr](mailto:marc.legouy@dgtresor.gouv.fr)



## Principaux indicateurs économiques à Cuba

	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (p)
PIB nominal (Mds \$)	100,0	106,3	103,6	111,7
PIB/Habitant (\$)	8 820	9 390	9 150	9 880
Croissance du PIB réel	2,2%	0,5%	-8,3%	2,3%
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	4,2%	6,0%
Taux de chômage moyen	2,8%	3,1%	3,4%	3,7%
Solde public / PIB	- 8,3%	-6,3%	-9,5%	-5,5%
Dettes publique / PIB	51,0%	51,9%	59,2%	59,0%
Dettes extérieure totale / PIB	29,9%	27,7%	27,7%	25,3%
Solde de la balance courante (M\$)	2 531	1 473	267	396
Exportations françaises (M€)	194	165	-	-
Importations françaises (M€)	27	24	-	-
Solde commercial (M€)	+ 167	+ 142	-	-
Entrée nette d'IDE (M\$)	1 006	805	644	708

Sources : Tableau élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI), The Economist Intelligence Unit et des douanes françaises.

## Résumé de l'actualité économique cubaine

Bilan des « *lineamientos* » 10 ans après leur lancement

En avril 2011, le 6<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste Cubain adopte plus de 300 lignes directrices (*lineamientos*) de la politique économique et sociale cubaine. Presque 10 ans après, le bilan de ces réformes est mitigé.

Sur le plan interne, les transformations organisationnelles dans le secteur public (réforme de la structure au sein des entreprises d'Etat notamment, fermeture des sociétés non rentables...) n'ont pas suffi à limiter le poids de l'Etat dans l'appareil productif. Des revalorisations salariales dans la fonction publique d'Etat ont été adoptées en août 2019 (+68%) mais restent malgré tout insuffisantes pour stimuler la productivité. Bien que la décennie 2010 marque le retour des *cuentalpropistas* (autoentrepreneurs privés sans existence juridique) et de quelques coopératives non agricoles, le poids du secteur privé reste faible dans l'économie (10% du PIB avec plus de 600 000 autoentrepreneurs). Sur le plan agricole, les réformes adoptées (remise en usufruit d'1,18 millions d'hectares de terre, ouverture des crédits bancaires aux agriculteurs, restructuration de la filière sucrière...) n'ont pas permis de réduire la dépendance alimentaire du pays correspondant à environ 70% des besoins du pays (pour 1,9 Mds USD en 2018).

Des efforts sont notables en ce qui concerne l'ouverture internationale de l'île : le gouvernement cubain adopte en 2014 une nouvelle loi sur les investissements étrangers qui établit des avantages fiscaux aux entreprises étrangères et ouvre la Zone Spéciale de Développement de Mariel (permettant entre autres la création d'entreprises 100% étrangères et des exemptions d'impositions sur les bénéfices pendant 10 ans...). Pour autant, les IDE fluctuent annuellement entre 600 MUSD et 1 Md USD loin de l'objectif gouvernemental d'IDE de 2,5 Mds USD par an. Bien que la mise en œuvre des réformes se soit heurtée à plusieurs « chocs externes » au cours de la dernière décennie (passage de l'ouragan Irma en 2017, durcissement de l'embargo étasunien, crise économique de l'allié vénézuélien, pandémie de la Covid-19), les blocages structurels inhérents du pays n'ont pas été levés (dualité monétaire, *empleadora*, *carta de liquidez*...) et le redressement des finances publiques n'a pas encore eu lieu (déficit budgétaire de 10% du PIB fin 2018).

Plus qu'économiques, les transformations réellement opérées sont avant tout idéologiques : la nouvelle politique du logement en 2011, autorisant les cubains à acheter ou vendre librement leur logement, ainsi que la modification de loi migratoire, supprimant le permis de sortie (*tarjeta blanca*) témoignent d'un changement de cap idéologique indéniable.

Aurélié Rigaud

[aurelie.rigaud@dgtrésor.gouv.fr](mailto:aurelie.rigaud@dgtrésor.gouv.fr)


### [La stratégie économique et sociale post-Covid-19 à Cuba se précise](#)

Particulièrement prudentes dans la gestion de la pandémie dans un premier temps, les autorités ont amorcé un changement de cap dans la stratégie du pays. L'économie, du fait de l'urgence de la situation, a pris le pas sur le contrôle de la crise sanitaire. Les interventions des autorités sur le sujet se sont multipliées, notamment via le programme télévisuel « *mesa redonda* » fin octobre, dont plusieurs émissions ont été consacrées à la thématique économique.

Signal fort, le pays est de nouveau ouvert au tourisme international. En parallèle, la stratégie économique et sociale post-Covid-19 s'affine. En plus des traditionnelles priorités - production d'aliments et incitations aux exportations en substitution des importations, elle s'attaque à trois piliers :

- *Le renforcement de l'autonomie des entreprises étatiques* : assouplissement de la politique salariale (en faveur d'incitations et intéressements des travailleurs), flexibilisation de certains aspects du droit du travail (possibilité de poursuivre un contrat de travail avec un employé déjà retraité au même poste) et décentralisation du processus de prise de décision et de gestion (en faveur des responsables de ces entreprises). Mais surtout, le point crucial semble être la décentralisation de la gestion des ressources obtenues, notamment en devises. Les entreprises exportatrices (dont les entreprises mixtes) pourront désormais jouir des devises captées à hauteur de 60% ou 80% et ainsi mettre en place de véritables stratégies d'investissement propres ou d'achats d'équipement et de services, notamment à l'étranger.
- *La libéralisation et la promotion du secteur privé* : en plus de l'accès au marché de gros ou encore l'autorisation d'exportation et d'importation pour le secteur privé, les autorités ont prévu de se concentrer sur le travail pour compte propre en l'ouvrant à de nouvelles activités (une liste d'activités interdites remplacera l'actuelle liste d'activités permises), en facilitant les démarches administratives pour l'obtention d'une licence ou encore en autorisant l'exercice de plusieurs activités différentes. En parallèle, ces mesures devraient s'accompagner d'une reconnaissance juridique du secteur.
- « *L'ordenamiento monetario* » sera mis en place à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ce concept correspondant à une série de réformes à caractère interdisciplinaire et transversal incluant mais allant au-delà du projet d'unification monétaire et cambiaire. Ce dernier se traduira par l'élimination progressive du CUC avec une période de transition de 180 jours ainsi que par la fixation d'un taux de change unique de 24 CUP pour 1 USD. Pour contrer les phénomènes inflationnistes induits, il s'accompagnera d'une réforme des salaires (salaire moyen et pension moyenne annoncés multipliés par 5) et des prix, avec le maintien d'un prix centralisé pour un panier de la ménagère.

**Rémi Mantet-Gay**

[remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr](mailto:remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr)

### [Durcissement de la politique américaine envers Cuba sous l'administration Trump](#)

A partir de la prise de pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis, tous les éléments cadres de la politique d'ouverture d'Obama ont été supprimés, à l'exception du maintien des liens diplomatiques et la conservation des ambassades respectives des deux pays. Si la vente de biens agricoles et de médicaments américains, exceptions de l'embargo, reste possible sous couvert de respecter certaines conditions strictes (paiement comptant et liquide), pour le reste l'étau n'a cessé de se resserrer autour de 5 axes :

- Mise en œuvre du titre III et application renforcée du titre IV de la loi Helms-Burton,
- Ciblage des entités livrant du pétrole vénézuélien à Cuba,
- Restrictions au tourisme américain,
- Limitation des transferts financiers,
- Interdiction des transactions financières directes relatives aux forces armées et au régime cubain et restrictions au commerce.

Dans la dernière ligne droite des élections américaines, les sources de devises - tourisme et transferts de fond - étaient dans le viseur de Donald Trump. Le Département du Trésor américain impose ainsi depuis le 23 septembre 2020 l'interdiction aux personnes soumises à la juridiction étatsunienne de se loger dans 433 propriétés (hôtels et *casas particulares*) appartenant ou contrôlées par le régime cubain ou certains de ses membres. Cette nouvelle liste noire, *Cuba Prohibited Accommodations List*, comprend notamment des hôtels gérés par des entreprises étrangères (dont européennes).



En parallèle, Fincimex en juin puis American International Services (AIS) en septembre ont été inclus à la *Cuba Restricted List* avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction étatsunienne ont interdiction de réaliser des transactions financières directes. Fincimex, institution d'intermédiation financière cubaine, est notamment en charge – via AIS - de la gestion et de l'administration des remesas depuis l'étranger vers Cuba. Elle est ainsi la contrepartie cubaine de Western Union, spécialisé dans les transferts internationaux d'argent. Sans conséquence dans un premier temps, la modification du CACR (*Cuban Assets Control Regulations*) par l'OFAC américain fin octobre 2020 a changé la donne. Toute personne soumise à la juridiction étatsunienne n'est plus autorisée (depuis le 27 novembre 2020) à procéder à des transferts de fonds vers ou depuis Cuba impliquant des entités ou sous-entités apparaissant sur la *Cuba Restricted List* du Département d'Etat, l'objectif annoncé de la mesure étant d'empêcher les militaires cubains d'intervenir dans la gestion des remesas.

En réaction, Western Union a fermé ses bureaux sur l'île à partir du 23 novembre. En attendant que Cuba identifie ou crée une institution financière non affiliée aux Forces Armées Révolutionnaires (REDSA ?) ou que la nouvelle administration américaine revienne sur ce point, d'autres options existent : les transferts en main propres avec la réouverture de l'aéroport de La Havane ou encore en crypto monnaie.

**Rémi Mantet-Gay**[remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr](mailto:remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr)

## L'actualité en bref

### [Reprise du transport interprovincial et international à Cuba](#)

Suite à l'annonce faite par le ministre cubain du Transport, M. Eduardo Rodriguez, les restrictions au transport public interprovincial ont été levées à partir du 19 octobre. Largement attendue par la population, cette mesure concerne la reprise du transport en commun mais aussi les déplacements des particuliers dans toutes les provinces de Cuba à l'exception des nouveaux épicentres de la pandémie. Cette mesure s'est également accompagnée de la reprise des vols commerciaux avec l'étranger dans tous les aéroports internationaux de l'île (réouverture de l'aéroport José Martí de La Havane en décalage le 15 novembre). Le protocole sanitaire prévoit que chaque voyageur non résident (logé dans un hôtel), devra réaliser un test PCR à l'arrivée à Cuba puis attendre sans déplacements jusqu'aux résultats (entre 24 et 48 heures plus tard).

**Sailé Ruiz-Tudó**[saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr](mailto:saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr)

### [Cuba lance l'essai clinique de son prototype de vaccin contre la Covid-19](#)

« *Soberana 02* », le deuxième vaccin expérimental cubain spécifique contre la Covid-19 a débuté la première phase des essais cliniques, après avoir obtenu l'autorisation du registre public cubain de régulation des médicaments et dispositifs médicaux. Le premier prototype, baptisé « *Soberana 01* », est pour sa part dans la seconde phase d'approbation sur les trois nécessaires. D'après les autorités sanitaires locales, l'étude devrait être terminée mi-janvier et les résultats disponibles le 1<sup>er</sup> février, pour être publiés le 15 février 2021. Développés par l'Institut publique Finlay des vaccins, les deux candidats pour un vaccin contre la Covid-19, montrent, jusqu'à ce stade, des résultats en laboratoire satisfaisants.

**Sailé Ruiz-Tudó**[saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr](mailto:saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr)

### [Forte baisse des remesas à Cuba en 2020](#)

Selon une étude du *Havana Consulting Group*, les transferts financiers (*remesas*) de la diaspora cubaine vers l'île atteindraient 2,35 Mds USD pour l'exercice 2020, contre 3,72 Mds USD en 2019 (soit une baisse de 36,8%) alors que les envois de marchandises par des proches depuis l'étranger auraient chuté de 79%, (passant de 2,9 Mds USD à 619 MUSD). La fermeture des frontières aériennes entre Cuba et les Etats-Unis pendant près de 7 mois en serait la principale raison (12 990 vols entre les deux pays en 2019 contre 2 530 pour l'année 2020 jusqu'au 15 novembre). Si la réouverture de l'aéroport de la Havane le 15 novembre dernier s'accompagnera de la réactivation du canal des



« mules », la fermeture par Western Union de ses bureaux sur l'île à partir du 23 novembre, en suivi des récentes sanctions américaines, compliquera l'envoi de *remesas* aux familles cubaines. Western Union représenterait, à lui seul, un flux de transferts estimé entre 1 et 1,5 Mds USD par an.

**Rémi Mantet-Gay**

[remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr](mailto:remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr)

### Tenue du Comité d'orientation stratégique (COS) et de la Commission mixte franco cubaine 2020

Signe des bonnes relations entre Cuba et la France, la 5<sup>ème</sup> session du COS du Fonds de contrevaletur franco-cubain (FCV) et de la Commission Mixte économique et commerciale - précédée par un entretien ministériel bilatéral préalable - s'est déroulée virtuellement le vendredi 4 décembre 2020. La délégation française fut présidée par Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce Extérieur et de l'Attractivité auprès du ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères. La délégation cubaine était dirigée par Rodrigo Malmierca Díaz, ministre du Commerce Extérieur et de l'Investissement Étranger.

Le Comité d'Orientation Stratégique aura permis de faire le point sur les projets du Fonds de contrevaletur franco-cubain et d'approuver trois nouveaux projets structurants de la coopération bilatérale pour un montant total de 77 millions d'Euros dans les secteurs ferroviaires, santé et assainissement des eaux.

La commission Mixte a, pour sa part, permis de passer en revue tous les secteurs figurant sur la feuille de route bilatérale signée en 2016, réaffirmant la volonté d'approfondir les relations institutionnelles et de fortifier les liens économiques et commerciaux entre les deux pays malgré la pandémie de la COVID-19. Le succès de nos outils de financement français a été mis en avant, notamment l'action de l'Agence Française de Développement (AFD) et du Fonds de contrevaletur franco-cubain (FCV), mais également le succès des subventions publiques françaises pour des études de faisabilité de projet (FASEP) avec, notamment, l'aboutissement d'un projet emblématique dans la production de maïs entre l'acteur français Invivo et son partenaire public cubain Gag.

**Marc Legouy et Rémi Mantet-Gay**

[marc.legouy@dgtresor.gouv.fr](mailto:marc.legouy@dgtresor.gouv.fr) / [remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr](mailto:remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr)

## Focus Statistique

### Suivi de la pandémie de la Covid-19 à Cuba

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
Nombre de nouveaux cas	212	1 325	546	265	286	1 432	1 605	1 265	1 446
Taux d'incidence (pour 1 million d'habitants)	18,9	118,4	48,8	23,7	25,6	127,9	143,4	113,0	129,2
Nombre de nouveaux cas à La Havane (dont importés)	52	616	390	235	182	983	788	203	169
Prépondérance de La Havane	25%	46%	71%	89%	64%	69%	49%	16%	12%
Taux d'incidence à La Havane (pour 1 million d'habitants)	24,4	288,9	182,9	110,2	85,4	461,0	369,5	95,2	79,3
Moyenne du nombre de cas actifs	54	613	364	160	74	481	604	417	463
Nombre de nouveaux décès	6	58	19	3	1	8	27	6	8
Nombre de nouveaux guéris	12	702	1 112	392	142	1 028	1 527	1 367	1 369
Taux de récupération	5,7%	46,5%	87,7%	94,5%	89,6%	83,3%	86,7%	90,6%	91,3%
Nombre de tests effectués	2 028	46 643	57 628	66 026	94 417	135 532	217 999	228 759	275 812
Taux de positivité	10,5%	2,8%	0,9%	0,4%	0,3%	1,1%	0,7%	0,6%	0,5%

*Sources: Tableau élaboré par le SE à partir des données du ministère de la santé (MINSAP).*





**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Auteur : Service Economique de l'Ambassade de France à La Havane

Directeur de publication : Marc Legouy, Chef du Service Economique de La Havane

Adresse : Centro de Negocios Miramar, Edificio Santiago #308, 5ta y 78, Miramar, Playa, La Havane, Cuba

Publication le : 16/12/2020

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de La Havane (adresser les demandes à lahavane@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

